Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

128-129 | 2012

Dites-le avec des fleurs

Placer le processus de racialisation au cœur de l'enquête

Placing the Process of Racialization at the Centre of the Survey

Yves Lacascade

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5931>

DOI : 10.4000/jda.5931

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 14 octobre 2012

Pagination : 239-251

ISBN : 979-10-90923-03-4

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Yves Lacascade, « Placer le processus de racialisation au cœur de l'enquête », *Journal des anthropologues* [En ligne], 128-129 | 2012, mis en ligne le 14 octobre 2014, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5931> ; DOI : 10.4000/jda.5931

PLACER LE PROCESSUS DE RACIALISATION AU CŒUR DE L'ENQUÊTE

Yves LACASCADE*

Dans la présentation de l'atelier « L'anthropologie est politique » du premier congrès de l'AFEA (septembre 2011)¹, on peut lire la proposition suivante : « La pratique du "terrain" ethnologique est toujours un exercice politique ». J'ai cherché à savoir si, dans mon propre cas, cette affirmation se vérifiait. Autrement dit, je me suis appliqué à revisiter mes propres terrains à la lumière de cette déclaration stimulante pour explorer leur dimension et leur composante « politiques ». Mes terrains ou plus exactement l'un d'entre eux, qui a pour principal site un quartier paupérisé et relégué d'une petite ville désindustrialisée du nord de la France, autrefois place forte de la sidérurgie, sur lequel j'ai travaillé en trois temps et à quinze ans d'intervalle. Tout d'abord, dès 1992-1993, en participant à la réalisation d'une étude collective financée par sa municipalité (sur des crédits alloués par le ministère de la Ville en vue du Développement Social des Quartiers). Puis via une enquête d'anthropologie urbaine démarrée presque dans la foulée entre 1994 et 1996, achevée au cours de l'été 2010 (et reprise assez régulièrement depuis), dans des conditions

* CLERSÉ, UMR CNRS 8019

Université de Lille 1 - Bâtiment SH2 - 59655 Villeneuve - d'Ascq Cedex
Courriel : yves.lacascade@aliceadsl.fr

¹ Atelier organisé par Laurent Bazin, Barbara Casciarri et Judith Hayem de l'AFA. Voir également la rubrique « Anthropologies Actuelles » dans ce numéro.

radicalement différentes : seul, hors de toute commande et en bénéficiant, ce faisant, de la plus large autonomie².

Je vais donc tenter un retour réflexif sur cette expérience de longue durée, toujours en cours, en analysant la façon dont cette recherche s'est déroulée et en dégageant le soubassement et l'enjeu politiques de chacune de ses phases successives, fort différentes au demeurant.

Une autre phrase de la présentation de l'atelier a retenu mon attention : « Dans l'enquête ethnologique, les sujets "observés" occupent une position active et dynamique, et construisent eux-mêmes la médiation dont l'ethnologue va être chargé, et qui peut être externe (médiation entre le groupe et l'extérieur) ou interne ». Or, c'est ce que, pour ma part, j'ai pu vérifier, même s'il faudrait à mon sens également tenir compte de la subjectivité, de la sensibilité et de l'activité du chercheur et les réintroduire dans le processus de construction de la relation aux enquêtés pour rendre compte plus précisément de la façon dont l'enquête s'oriente, se négocie et prend forme. Une forme et une orientation contingentes qui dépendent, de toute évidence, largement des objectifs, explicites ou maintenus dans l'ombre, de celui qui la conduit.

Je vais donc, dans un premier temps, rendre compte des circonstances dans lesquelles j'ai découvert Minville (ce nom est fictif, de même que celui du quartier du Bois-du-Faubourg, sur lequel s'est focalisée l'enquête, rien de ce qui suit ne relevant cependant de la fiction) ; analyser la commande qui nous avait été passée par le personnel municipal en charge de l'application locale de la politique de la ville ; critiquer la naïveté qui fut la nôtre au moment où nous l'avons acceptée ; en tirer sinon des conclusions, plus modestement des hypothèses quant à la dimension politique de toute « commande » et de tout « contrat de recherche » – notamment quand ils émanent d'une collectivité territoriale – mais également sur la nécessité de prendre en compte et d'objectiver cette dimension pour l'intégrer à l'étude.

² Cette enquête de terrain au long cours a constitué le matériau principal de ma thèse (Lacascade, 2010).

Puis j'analyserai les conséquences, pour l'enquête que je suis revenu peu après y conduire, de cette première phase qui s'est soldée non seulement par la rupture du contrat passé avec la ville, mais par l'établissement concomitant d'un contrat tacite, dont je tenterai de dégager les principaux ressorts, avec une partie des enquêtés.

Minville, un terrain « miné »³

Lorsque notre équipe de doctorants montpelliérains, en quête de financement, se rend à Minville à l'automne 1992, c'est afin de réaliser pour la commune, quoique sans réel cahier des charges, une « étude préparatoire à l'élaboration d'un projet culturel » destiné à contribuer à redynamiser une ville frappée de plein fouet par la crise industrielle qui y sévit depuis le milieu des années 1970. Quelques données pour illustrer cette crise et ses conséquences locales : entre 1978 et 1987, 3 707 emplois industriels – représentant 79% des effectifs ouvriers des vingt principales usines de l'époque – ont été supprimés. En 1990, 34% des habitants ont moins de vingt ans, le taux de chômage est de 28% (contre 11% pour l'ensemble du territoire national) et de 38% pour les moins de vingt-cinq ans. Cinq ans plus tard, ce taux atteint, dans la ville, 33% et les allocataires du RMI sont au nombre de sept cents, soit un taux trois fois supérieur à la moyenne nationale. Sur les 7 000 habitants que compte le quartier du Bois-du-Faubourg, 30% sont allocataires du RMI et 14% sont chômeurs de longue durée.

Ce que nous ignorions cependant et ne découvrirons qu'une fois sur place, c'est que cette catastrophe économique a eu également de graves et profondes conséquences politiques : la montée électorale du Front National, spectaculaire depuis 1984 (13,26% des suffrages exprimés aux élections européennes, 27,07% à la présidentielle de 1988) et dès 1989, la défaite du Parti Communiste, qui tenait la mairie depuis deux mandats, et l'élection d'un ex-dissident du Parti Socialiste, qui va développer jusqu'à

³ J'emprunte cette expression à Dionigri Albera (2001).

aujourd'hui une politique s'apparentant à ce que je qualifierais volontiers de « racisme municipal ». Je ne peux, pour justifier cette appellation, proposer une chronique exhaustive de toutes ses décisions et déclarations, dont les plus retentissantes furent prises au cours des quatre premières années de son premier mandat. Je n'en donnerai ici que quelques exemples, anciens et plus récents :

- le 14 septembre 1990, le maire fait voter par le conseil municipal l'adhésion de la commune à l'association La France Debout créée par Pierre Bernard, ancien maire divers droite de Montfermeil, qui rejoint par la suite le Centre Charlier, dirigé par Bernard Antony, ancien député européen du Front National et président de l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, association fondée en 1984 qui lutte notamment contre le « racisme antiblanc » et le « racisme antichrétien ».

- Cinq mois plus tôt, le 5 avril 1990, il avait adressé au responsable local de l'Amicale des Algériens en Europe, un courrier exigeant qu'il enjoigne ses « ressortissants » à ne plus se rassembler en certains lieux et passages commerçants du centre ville.

- Quatorze ans plus tard, preuve de la continuité de ses idées et de sa politique, il est condamné par la Cour d'Appel à cinq cents Euros d'amende pour discrimination raciale et religieuse. Le maire refusait en effet de marier le samedi après-midi les couples qui, au vu de leurs patronymes, ne lui apparaissaient pas de confession catholique.

- Je ne m'attarde pas sur les préemptions systématiques de maisons sur le point d'être cédées à des familles maghrébines, le refus d'inscription de certains enfants dans les écoles maternelles et primaires, un référendum, illégal, organisé en 1992 pour vérifier l'adhésion des habitants à sa politique, et surtout les statistiques raciales établies en 1991 par le personnel du DSQ⁴, que je n'ai découvertes qu'en 2010, mentionnant (sic) « l'origine culturelle » des élèves répertoriés respectivement en « Nord-Afr. »,

⁴ Développement social des quartiers.

« Portugais », « Italien », « Yougosl. », « Espagnol », « Belge », « Africain ».

Les « enquêtés », acteurs de l'enquête

Ce qui me semble significatif, c'est le fait que ces informations (du moins celles qui étaient antérieures à notre venue sur le terrain) ne nous ont été délivrées ni par l'universitaire, aujourd'hui décédé, qui pilotait notre équipe, ni par le commanditaire, mais par les enquêtés eux-mêmes ou plus exactement par ceux dont nous avons rapidement compris via les recommandations de la chargée de projet DSQ que la mairie nous conseillait vivement de les exclure de l'étude. Ce sont eux qui ont notamment mis à notre disposition les bulletins municipaux dans lesquels le premier magistrat menait depuis trois ans une véritable campagne de propagande contre les immigrés maghrébins et leurs enfants ; eux qui nous ont fourni les coupures de presse relatant la mobilisation qu'ils avaient organisée contre certaines de ses décisions. Ils ont donc effectivement constitué une « médiation » essentielle entre nous-mêmes et le terrain nous contraignant à réenvisager entièrement à la fois la commande qui nous avait été adressée et les raisons de notre présence sur place. Ces jeunes habitants gravitaient autour d'une association de quartier, émanation de l'Amicale des Algériens en Europe. La première fois que nous nous sommes rendus dans la cité, il faisait nuit, nous sommes tombés immédiatement sur eux, et avons rapidement entendu fuser : « Ici, ce n'est pas Minville, ce sont les territoires occupés ». Leur local venait d'être victime d'un incendie, ce qui renforçait encore le côté sombre de la scène. Je me souviens de leur attitude d'emblée bienveillante, quoique quelque peu condescendante, sans excès de cynisme à notre égard malgré ce qu'ils pensaient et savaient du maire. Grâce à eux, nous avons donc découvert une donnée fondamentale du contexte minvillois : la racialisation ou du moins la tentative de racialisation des rapports sociaux à l'œuvre dans la ville depuis l'élection du nouvel édile. Par racialisation, j'entends, comme Didier Fassin (2009, 2010), la « radicalisation de l'altérité », renforcée, dans le cas minvillois,

d'une composante clairement raciste visant la délégitimation de la présence (réelle ou fantasmée) d'un certain nombre d'habitants sur le territoire de la commune. Une stratégie qui, autre fait d'importance, ne s'avouait pas ouvertement comme telle, le maire s'appliquant à siphonner la quasi-totalité des voix du Front National tout en refusant non seulement toute affiliation à ce mouvement, mais même un soutien trop explicite de sa part⁵. La question de la politique qui était menée à Minville, ainsi que celle de son impact sur les habitants sont donc, presque du jour au lendemain, et sans que nous y soyons préparés, devenues centrales pour nous. Et cela, grâce à la « médiation » des enquêtés et, semble-t-il, en contradiction avec la commande qui nous avait initialement été adressée.

Reconsidérer la commande à la lumière du contexte social et politique local

Cette situation peut paraître relativement exceptionnelle mais il n'est pas impossible qu'elle soit révélatrice d'une réalité assez largement répandue dans la France d'aujourd'hui. Ce qui devrait collectivement nous amener à nous demander quel impact objectif ou non, conscient ou inconscient ont, sur les travaux anthropologiques actuels, la diffusion de certaines des idées de l'extrême droite française et européenne, leur reprise par certains partis de gouvernement, en France comme à l'étranger et, plus spécifiquement, la montée récente de l'islamophobie, patente des deux côtés de l'échiquier politique, ou encore, à une échelle plus nationale, le divorce presque systématique entre la gauche et les cités. En quoi cette évolution modifie-t-elle ou non à la fois la construction de leurs objets par les anthropologues et la façon dont ils les traitent ?

⁵ Pour avoir un ordre d'idée du poids électoral réel du Front National à Minville, il suffit de comparer les scores de ce parti aux Régionales de 2010 – Marine le Pen, 23% des voix au premier tour, 27% au second – à ceux des Municipales de 2008 : pas de candidat FN, maire sortant UMP réélu dès le premier tour avec 66% des suffrages exprimés.

Le premier devoir de l'anthropologue, dans une telle situation, me semble être de s'appliquer à clarifier le contexte, en commençant par refuser les termes dans lesquels il est présenté par ceux qui sont en position de le définir. Autrement dit, il faut pouvoir nommer la racialisation et le racisme pour s'en démarquer, personnellement, en tant que chercheur, et réciproquement, s'en démarquer pour les objectiver. C'est ainsi que j'interprète aujourd'hui rétrospectivement la commande qui nous fut adressée par la municipalité de Minville, en des termes infiniment plus précis, que ceux, particulièrement vagues, qui nous furent proposés à l'époque. À mon sens, l'intention des commanditaires était de nous amener à collaborer à l'élaboration d'une vision nouvelle de la ville, valorisant son passé préindustriel et rural, renouant avec lui, et susceptible notamment de favoriser le développement du tourisme dans cette bourgade insérée dans l'un des rares « poumons verts » de la région. Cette stratégie de reconversion économique, outre qu'elle apparut rapidement impossible à réaliser avait, en réalité, une dimension politique intrinsèque évidente. Non seulement elle était passéiste voire réactionnaire, tout entière tournée vers les siècles écoulés, vers la réhabilitation d'un passé largement imaginaire et d'un patrimoine historique ancien indigent sinon inexistant, mais elle supposait un double déni : le déni du passé ouvrier de la ville et celui de la place qu'y avaient tenu les immigrés. Dès lors, on peut comprendre pourquoi la municipalité fit appel, au milieu des années 1990, à des apprentis anthropologues et pourquoi elle choisit cette discipline, l'anthropologie, de préférence à une autre : celle-ci lui a sans doute semblé la plus à même, en l'aidant à réhabiliter une période révolue et préindustrielle de l'histoire de Minville, de procurer une légitimité et une caution scientifiques à un programme politique dont la dimension culturelle (on pourrait tout aussi bien dire, en inversant les termes : à un programme culturel dont la dimension politique) apparaît alors en toute clarté. Celui-ci peut brièvement être résumé ainsi : consécutivement à la faillite de l'industrie (et des projets politiques qui l'accompagnaient), exercer un droit d'inventaire non seulement des coûts et des bénéfices de l'industrialisation, mais

également de l'une de ses conséquences spécifiques (en l'occurrence démographique) : l'immigration. En d'autres termes, refermer la parenthèse de l'industrie, de l'immigration et de l'ouvriérisme de la commune, rendre implicitement cette période responsable du déclin qu'elle connaissait alors (et qu'elle connaît toujours aujourd'hui), et interpréter la présence des immigrés non européens et de leurs enfants non seulement comme l'une des manifestations de ce déclin mais comme l'une de ses causes, les immigrés et leurs enfants étant présentés comme occasionnant des troubles à l'ordre public, grevant le budget social de la commune, contribuant à sa dépréciation, à sa stigmatisation, à sa crise et à son désarroi identitaires, etc. Bref, officiellement pour aider la ville à sortir de la faillite économique et sociale dans laquelle elle avait été précipitée, procéder à une révision générale de l'histoire locale afin de revoir à la baisse la légitimité de la présence des migrants et de leurs enfants sur le sol communal. Ou, pour le dire autrement et en des termes crus, donner une consistance et une épaisseur scientifique à une notion dont nous avons été surpris de constater qu'elle avait contaminé aussi bien le lexique des partisans du maire que celui de ses opposants : celle, quelque peu ridicule, il faut bien le reconnaître, mais usitée sur place avec le plus grand sérieux, de « Minvillois de souche »⁶. Le déclin et même l'origine du déclin n'étant pas pour l'équipe municipale de nature exclusivement économique et sociale, mais inséparablement morale et culturelle. Les anthropologues étant implicitement en charge du volet moral et culturel, et donc fondamentalement politique, du redressement. Notre rôle, bien évidemment jamais explicitement présenté comme tel, était donc d'exhumer cette souche culturelle, identitaire, ethnique, et pourquoi pas, raciale et d'en déterminer les soubassements historiques. De l'exhumer pour montrer qu'elle était antérieure à l'industrialisation – cette période révolue et désormais haïssable de l'histoire de Minville – et qu'elle y avait survécu.

⁶ Étienne Balibar montre comment, dans la France contemporaine notamment, le processus d'« ethnicisation » des minorités est généralement associé à celui de l'« ethnicisation » de la majorité (2007 : 20).

Voilà donc, naïvement et sans le savoir, l'entreprise à laquelle nous étions voués et à laquelle nous avons, dans un premier temps, et à notre insu, accepté de collaborer. Avant de la refuser, non sans fracas et avec une détermination sans faille, propre à restaurer un honneur et une dignité professionnels, à nos propres yeux, passablement mis à mal par notre propre incapacité à déceler, dès nos premiers échanges avec le commanditaire, sa tentative d'instrumentalisation à notre endroit.

Les effets directs et indirects, à court et à long terme, de la « racialisation »

À dater de ma rencontre avec l'association qui a favorisé mon implantation dans la cité, et lors de mes retours successifs sur le terrain, je n'ai cessé de me demander pourquoi ses responsables ou ses membres n'avaient jamais monté une liste pour affronter le maire sur son propre fief : le terrain électoral. Je crois avoir aujourd'hui une hypothèse à proposer : il semble que la racialisation dont ils ont fait l'objet de la part de celui-ci, comme d'ailleurs la totalité des fils et filles d'immigrés algériens et marocains de la commune, ait largement contribué à les décrédibiliser à leurs propres yeux. Aujourd'hui encore, ils sont en effet à peu près convaincus que la candidature de l'un des leurs passerait nécessairement pour une candidature communautaire, voire ethnique et donc non pas partisane mais strictement clientéliste. Ils contribuent ainsi eux-mêmes à la disqualification que le maire leur inflige en acceptant sa lecture de la situation minvilloise et en s'inscrivant dans une logique et un jeu que celui-ci définit et impose. Il y a donc lieu, me semble-t-il, de s'interroger sur les bénéfices qu'il y a, pour un élu local, dans la France contemporaine, à racialiser le débat et ceux qu'il désigne comme adversaires, ces bénéfices pouvant peut-être en eux-mêmes en partie expliquer le succès, localement ou nationalement, de ce type de thèses et de stratégies. La racialisation des adversaires politiques ayant pour effet, paradoxalement, non de politiser mais de dépolitiser le débat et d'affaiblir durablement toute opposition politique en discréditant une fraction de l'électorat et la totalité de ses représentants, porte-paroles ou leaders éventuels. La

racialisation serait donc une stratégie électoralement payante (notamment lorsque, paradoxalement, elle se présente comme affranchie des logiques strictement partisans), du moins pour les représentants de la « race » majoritaire, mais infiniment plus risquée pour les minoritaires.

L'enquête, qui une fois tournée la page de la réponse (avortée) à la commande, s'est donnée dans un premier temps pour objectif d'analyser les modes de sociabilité juvénile à l'œuvre parmi les fils d'immigrés algériens du Bois-du-Faubourg – et plus particulièrement les conséquences, pour eux-mêmes et leurs proches, de l'entrée précoce dans un chômage endémique et durable – s'est donc résolument appliquée, dans un second temps, à analyser dans le détail l'impact individuel et collectif, à moyen et long terme, du processus de racialisation qu'ils avaient eu continûment à subir.

La part qui revient aux enquêtés fut donc, au bout du compte, décisive aussi bien dans le déroulement de l'enquête, que dans la construction même de son objet : non seulement ils nous ont informés d'un aspect essentiel de la réalité et du contexte minvillois mais ils m'ont, ce faisant, offert sur un plateau des questions qui, à elles seules, justifiaient mon retour sur le terrain, et la poursuite puis la reprise, quinze ans plus tard, de la recherche *in situ*. Ces questions constituent toujours pour moi aujourd'hui un authentique programme de travail, dont la problématisation pourrait s'énoncer comme suit : quelles conséquences un tel processus de racialisation a-t-il eu à court terme sur le quotidien et, à plus longue échéance, sur l'avenir des fils (et filles) de travailleurs immigrés algériens ?⁷ Comment prendre sa vie en mains lorsqu'on est fils ou fille de travailleur immigré maghrébin dans un environnement racialisé, compte tenu, de plus, des échecs antérieurs du « mouvement Beur »⁸ et, plus localement, de celui de l'éphémère mouvement de

⁷ Sur le rapport que les enquêtés entretenaient, au milieu des années 1990, à l'espace et sur les stratégies qu'ils mettaient en œuvre pour s'affranchir d'un territoire stigmatisant et stigmatisé, voir Yves Lacascade (2008).

⁸ Bouamama S. (1994) ; Boubeker A. & Abdallah M. H. (1993).

protestation contre le maire ? Faut-il voir un effet et une conséquence de cette racialisation dans le choix massif que semblent, depuis, avoir fait ceux qui avaient entre 20 et 30 ans en 1996, de choisir pour épouse non une autochtone, éventuellement fille d'immigrés, mais de plus en plus systématiquement une Algérienne d'Algérie ? Cette racialisation est-elle éventuellement revendiquée et assumée aujourd'hui (par exemple via l'affichage de convictions religieuses) par ceux auxquels elle fut imposée ? Quel rôle a-t-elle joué dans la maîtrise, par ces derniers, de leurs destins individuels, professionnels et matrimoniaux, et dans le processus de « reconquête de soi » qui a succédé aux années d'enlèvement dans le chômage, dans la disqualification sociale et dans une post-adolescence interminable, dénuée de perspective ? Bref, peut-on en partie interpréter les choix, les stratégies et les décisions qui, au seuil de l'âge adulte, ont été les leurs comme autant de réponses personnelles, orchestrées et cohérentes au contexte non seulement économique et social mais également politique qu'ils ont, dès l'adolescence, eu à subir et à affronter ? Telles sont les questions sur lesquelles je travaille aujourd'hui en profitant de la profondeur de champ que m'offrent à la fois le retour sur le terrain quinze ans plus tard et l'analyse, le plus souvent co-construite avec les enquêtés, de l'évolution de leurs trajectoires sur une longue durée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALBERA D., 2001. « Terrains minés », *Ethnologie française*, 31(1) : 5-13.
- BALIBAR E., WALLERSTEIN I., 2007. *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. Paris, La Découverte.
- BOUAMAMA S., 1994. *Dix ans de marche des Beurs. Chronique d'un mouvement avorté*. Paris, Desclée de Brouwer.
- BOUBEKER A., ABDALLAH M. H., 1993. *Douce France : la saga du mouvement Beur*. Édition Quo Vadis - revue de l'agence IM'média. Numéro spécial, automne-hiver.

FASSIN D., FASSIN É. (dir), 2009. *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris, La Découverte.

FASSIN D. (dir), 2010. *Les nouvelles frontières de la société française*. Paris, La Découverte.

LACASCADE Y., 2008. « Mis à pied... : ethnographie du rapport à l'automobile, à l'espace et au déplacement chez les jeunes habitants d'une cité périphérique déshéritée d'une petite ville du nord de la France au milieu des années 90 », *Enfances, Familles, Générations*, 8, consultable sur :

<http://www.erudit.org/revue/efg/2008/v/n8/index.html>

LACASCADE Y., 2010. *La femme est l'avenir de l'homme. Le difficile accès à l'âge d'homme des fils de travailleurs immigrés algériens dans un quartier désurbanisé d'une petite ville désindustrialisée du nord de la France au tournant du nouveau siècle*. Thèse de doctorat de sociologie, université Paris X-Nanterre.

Résumé

En revenant à distance sur une étude qu'il a réalisée au milieu des années 1990 dans une petite ville désindustrialisée du nord de la France, l'auteur répond par l'affirmative à la question : l'anthropologie est-elle politique ? Il met par ailleurs en garde contre les tentatives d'instrumentalisation dont font parfois l'objet les anthropologues et l'anthropologie, et appelle de ses vœux des enquêtes ethnographiques analysant les effets à court, moyen et long terme, sur les fils et filles d'immigrés, de la diffusion et de la légitimation croissantes des thèses de l'extrême droite française et européenne au cours des trois dernières décennies.

Mots-clefs : anthropologie, désindustrialisation, extrême droite, immigration, politique, racialisation.

Summary

Placing the Process of Racialization at the Centre of the Survey

Reconsidering a survey he carried out in the middle of the 1990s in a small de-industrialized town of the north of France, the author answers in the

affirmative the question: is anthropology political? He also warns anthropologists and anthropology against the frequent and varied attempts at instrumentalisation of which they often are the subject, and also calls for ethnographic investigations of the short-, medium- and long-term effects of the increasing dissemination and legitimization of the theses of the French and European extreme right upon the sons and daughters of immigrants during the last three decades.

Key-words: anthropology, deindustrialization, extreme right-wing, immigration, politics, racialization.

* * *